Banque européenne d'investissement

La BEI – La banque de l'UE

INFO 144 04-2011

Les dirigeants de la planète au chevet du climat à Durban

Inauguration de la centrale solaire ultramoderne Gemasolar

Soutien à des projets de petite taille dans le secteur des énergies renouvelables en Allemagne

ISSN 0250-3867

www.bei.org

INFO 144

La BEI – La banque de l'UE

Décembre 2011

Éditorial

Le premier séminaire qui a réuni récemment à Luxembourg le Conseil d'administration de la BEI et des représentants de la société civile a été l'occasion pour les organisations non gouvernementales de protection de l'environnement de souligner que la crise climatique était plus importante, bien que moins urgente, que la crise financière. Les spécialistes du climat ne sont pas les seuls à être conscients de la menace. D'après une enquête récente, les Européens sont convaincus que les dangers des changements climatiques sont plus préoccupants que la tourmente financière actuelle. Selon l'Eurobaromètre, une majorité de citoyens de l'Union européenne estiment que le réchauffement de la planète est l'un des plus graves problèmes qui se posent au monde.

Ce numéro de BEI Info montre que la BEI continue de mettre l'accent tout particulièrement sur l'action en faveur du climat et la viabilité environnementale. Par définition, l'action de la Banque – l'institution de financement à long terme de l'UE – s'inscrit dans la durée. Cette approche est d'autant plus importante que les leaders mondiaux réunis à Durban ne devraient pas parvenir à un accord global sur le climat cette année.

La conférence en Afrique du Sud est une excellente occasion de se recentrer sur les problématiques de climat et de développement. La croissance verte est un objectif de l'Union européenne tant en son sein (dans le cadre de la stratégie Europe 2020) que dans le reste du monde, comme en témoigne le mandat de prêt extérieur de la BEI, récemment révisé. De nombreux parcs éoliens et centrales solaires de grande dimension et projets d'énergies renouvelables qui desservent la population locale, d'usine d'ampoules à économie d'énergie qui crée de nouveaux emplois, ou encore de logements moins énergivores sont autant d'exemples illustrant le bien-fondé des investissements relatifs à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets.

Continuer à promouvoir résolument les grands objectifs à long terme sans perdre de vue les défis à relever à court terme, tel est l'un des points clés de la stratégie de la BEI – une stratégie qui va bien au-delà de l'action en faveur du climat.

De nombreux exemples illustrent le bien-fondé économique des investissements relatifs à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets.

Sommaire

ZOOM SUR LA BEI

03 Durban : les dirigeants de la planète au chevet du climat
04 Afrique du Sud : les dernières avancées de l'action en faveur du climat
05 En bref
06 La productivité et le très haut débit, forces motrices de la croissance à long terme en Europe
08 Le Conseil d'administration de la BEI dialogue avec la société civile

LA BEI EN ACTION

10 L'action de la BEI en faveur du climat en chiffres
12 Un projet novateur : entretien à propos du premier parc éolien marin à finalité commerciale en Allemagne
14 Inauguration d'une centrale solaire ultramoderne en Espagne
15 La BEI donne un coup de pouce aux forêts de Castille-La Manche
16 Soutenir des projets de petite taille dans les énergies renouvelables en Allemagne
18 Le vent pousse à la roue en Irlande
19 Bucarest : rénover les bâtiments pour rendre les logements plus économes en énergie
20 Un dispositif innovant pour protéger Venise des inondations
21 Les PME néerlandaises passent au vert
22 Lesotho : l'horizon s'éclaircit grâce aux ampoules intelligentes

DU NOUVEAU @ LA BEI

23 Les activités bancaires en Méditerranée
23 Ça bouge @ la BEI
23 Calendrier
23 Publications

BEI-Information est une publication périodique du département Communication de la Banque européenne d'investissement.– Responsable de publication : Sabine Kayser – Mise en page : GraphicTeam BEI, Sabine Tissot – Photos : Phototèque BEI, © Torresol Energy, © EnBW Baltic 1, © eThekwini, © TheWindPower.net, © Gestión Ambiental de Castilla La Mancha S.A (GEACAM), © KPG Hennigsdorf, © sol fortis, © ESB e-cars, © Bucharest Sector 6 Municipality, © Consorzio Venezia Nuova, © Court Garden Hotel – Les informations figurant dans la présente publication du BEI INFO peuvent être librement reproduites ; la mention de l'origine et une copie de tout article publié seraient appréciées.

Durban : les dirigeants de la planète au chevet du climat

La conférence des Nations unies sur les changements climatiques réunit à Durban, en Afrique du Sud, les dirigeants politiques du monde entier. La BEI, qui est l'un des principaux bailleurs de fonds dans le domaine de l'action en faveur du climat, œuvre pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et pour l'amélioration de la résistance aux effets des changements climatiques en Europe et au-delà.

La BEI assiste à cette conférence en qualité d'observateur. Elle y présente ses activités et participe au débat sur le financement de la lutte contre les changements climatiques, notamment sur la création d'un système international viable de financement de l'action en faveur du climat. La BEI participe activement, aux côtés d'autres institutions financières internationales (IFI), au processus de mise en place d'un Fonds vert pour le climat, pour financer les initiatives d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets dans les pays en développement. Si aujourd'hui les pays développés sont les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, à l'avenir, les pays en développement, et plus particulièrement les économies émergentes en croissance rapide, généreront la plupart des émissions. Il est dès lors tout à fait naturel que le lien entre l'action en faveur du climat et le développement soit également l'un des principaux thèmes des nombreux événements auxquels la Banque participe.

Le climat et le développement sous les projecteurs

Les pays en développement sont souvent les plus touchés par les effets des changements climatiques, avec leur lot d'inondations, de sécheresses et de vagues de chaleur. Ces pays sont souvent confrontés à des défis particulièrement difficiles, tant pour maîtriser les risques climatiques existants que pour s'adapter aux risques nouveaux.

L'action en faveur du climat représente environ un tiers de l'activité de la BEI (plus de 20 milliards d'EUR en 2010), et ce devrait également être le cas en 2011.

L'action en faveur du climat est un objectif important de la BEI à l'extérieur de l'UE et la Banque s'est récemment vu confier à cet effet une enveloppe supplémentaire de deux milliards d'EUR. La BEI intervient à l'appui de projets réalisés dans des pays en développement comme le Plan solaire méditerranéen, qui vise à doter la partie méridionale de la Méditerranée d'une capacité supplémentaire de 20 gigawatts d'énergie renouvelable (solaire et éolienne principalement) d'ici 2020. L'eau est un autre domaine d'intervention majeur pour la Banque en dehors de l'Union européenne. L'accès à une eau potable saine et l'assainissement constituent deux axes de l'activité de prêt de la BEI avec les pays en développement, sans oublier le transfert de technologies et l'échange de savoir-faire. À ce jour, la Banque a signé d'importants prêts-cadres pour contribuer au financement d'investissements en faveur du climat, en Chine, en Inde, au Brésil et plus récemment en Afrique du Sud.

L'un des premiers bailleurs de fonds au monde pour l'action en faveur du climat

La BEI a considérablement augmenté ses efforts en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ces cinq dernières années. L'action en faveur du climat représente environ un tiers de l'activité de la Banque (plus de 20 milliards d'EUR en 2010), et ce devrait également être le cas en 2011. La Banque prend d'ores et déjà en compte les considérations climatiques dans l'ensemble de ses opérations, en recourant aux meilleures technologies disponibles. En outre, au cours des trois dernières années (2009-2011), la Banque s'est engagée dans une initiative pilote pour mesurer l'empreinte carbone des projets qu'elle finance. Rien que cette année, la BEI a contribué au lancement du Fonds européen pour la promotion de l'efficacité énergétique, dont l'enveloppe initiale de 265 millions d'EUR devrait passer à 800 millions d'EUR dans les trois à cinq prochaines années. Outre sa contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la Banque soutient également des investissements dans la recherche, le développement et l'innovation (RDI) liés au climat, comme les nouvelles technologies visant à débarrasser l'atmosphère du CO_2 existant. La BEI et la Commission européenne sont associées dans le cadre de l'initiative RNE 300 pour promouvoir les technologies de captage et de stockage du carbone. Enfin, pour améliorer la résistance des infrastructures aux effets des changements climatiques, la BEI a financé une série de projets dans les secteurs de l'eau, des transports et du logement. ■

Afrique du Sud : les dernières avancées de l'action en faveur du climat

Le sommet sur le climat de Durban donne un coup de projecteur sur les projets relatifs aux énergies renouvelables et à l'eau en Afrique du Sud.

La BEI soutient l'initiative sud-africaine de promotion des énergies renouvelables (SARi) lancée par l'État sud-africain. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan d'action national pour la politique industrielle qui vise à porter à 15 % d'ici 2020 la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité en Afrique du Sud. La Banque est l'un des signataires d'un accord multilatéral lancé à Durban et qui marque son engagement à jouer un rôle clé dans le déploiement de l'initiative SARi via des services de conseil et, le cas échéant, du financement de projets.

La BEI a par ailleurs accordé un prêt de 50 millions d'EUR à Investec Bank Limited, un grand investisseur sud-africain, pour financer des investissements de petite et moyenne dimension réalisés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

> Les projets Umgeni, eThekwini et Mooi-Mgeni contribueront à améliorer l'efficacité du réseau d'adduction d'eau et à renforcer les interconnexions au réseau.

Ces initiatives s'accompagnent d'investissements pour renforcer des infrastructures clés. Le réseau d'eau de la province de KwaZulu-Natal sera modernisé pour renforcer l'approvisionnement en eau de la ville de Durban et du littoral septentrional, ainsi que des zones rurales proches. Un prêt de 35 millions d'EUR contribuera à accroître la capacité de traitement, de stockage et de livraison des infrastructures de distribution d'eau d'Umgeni Water, l'autorité locale chargée de la gestion des eaux. Le projet permettra de garantir l'approvisionnement en eau potable des clients d'Umgeni Water et d'étendre l'accès à l'eau à des régions non encore desservies.

La Banque finance également la couverture des besoins en eau de 5,5 millions de personnes dans la région d'ici 2025 via la modernisation et l'extension des infrastructures du secteur de l'eau de l'agglomération d'eThekwini (Durban) ainsi que la construction d'un barrage sur la rivière Mooi et d'un réseau d'adduction vers le bassin versant du Mgeni, grâce à deux prêts respectivement de 50 et 80 millions d'EUR.

Les projets Umgeni, eThekwini et Mooi-Mgeni contribueront à améliorer l'efficacité du réseau d'adduction d'eau et à renforcer les interconnexions au réseau. Ils constituent de bons exemples de projets d'infrastructure d'intérêt public financés par la Banque à l'appui des Objectifs du millénaire pour le développement. ■

En bref

Bientôt les premières ventes liées à l'initiative **RNE300**

Les premiers permis d'émission de carbone visés par l'initiative RNE300 devraient être vendus avant la fin de l'année, la Commission européenne ayant annoncé qu'elle fournirait bientôt les quotas à la BEI. Les recettes générées serviront à financer des projets de démonstration de captage et de stockage du carbone (PSC) et des projets innovants dans le secteur des énergies renouvelables. Les premiers projets à bénéficier de ce financement devraient être sélectionnés au second semestre 2012 par la Commission européenne sur la base de recommandations formulées par la BEI.

Les rapports mensuels sur l'évolution des ventes de quotas d'émission seront publiés sur le site : www.bei.org/ner300.

Partenariats public-privé pour **l'efficacité énergétique et la préservation de l'environnement**

Les partenariats entre les secteurs public et privé jouent un rôle de plus en plus important tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne. Le Centre européen d'expertise en matière de PPP (CEEP), qui vient de tenir son assemblée annuelle à Luxembourg, a étudié de manière approfondie leur rôle dans la réalisation de projets liés à l'efficacité énergétique et aux infrastructures environnementales. Né en 2008 d'une initiative conjointe de la BEI, de la Commission européenne, des États membres de l'UE et de pays candidats, le CEEP compte à présent parmi ses membres plus de 30 pays et régions.

José Manuel Barroso présente **« Connecter l'Europe »** et les futures « obligations de projet »

José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, vient de présenter « Connecter l'Europe », un mécanisme doté de 50 milliards d'EUR, qui contribuera à renforcer les secteurs européens des transports, de l'énergie et des réseaux numériques entre 2014 et 2020. Il a également annoncé que dès 2014, le mécanisme intégrera l'initiative obligations de projet relevant de la stratégie Europe 2020. Le président Barroso a proposé de commencer à tester les obligations de projet dans le cadre d'une phase pilote. Un montant maximum de 230 millions d'EUR provenant du budget de l'UE sera utilisé pour inciter les investisseurs privés à financer un certain nombre de projets. « C'est le résultat de l'excellente coopération avec la Banque européenne d'investissement », a-t-il précisé.

Pendant la phase pilote, qui sera gérée par la BEI de 2012 à 2013, les projets seront concentrés dans l'un ou plusieurs des secteurs visés, à savoir les transports, l'énergie et les services numériques à large bande. L'initiative des obligations de projet a été lancée pour aider les promoteurs de projets d'infrastructures à attirer les investisseurs privés disposés à s'engager sur le long terme, comme les compagnies d'assurance et les fonds de pension.

L'activité bancaire est une priorité pour **la Méditerranée**

Les pressions supplémentaires engendrées par le printemps arabe sur le développement socio-économique contraignent le secteur financier de toute la région à relever de nouveaux défis d'envergure, selon un étude que vient de publier le département économique de la BEI. L'amélioration de l'accès aux ressources financières reste une priorité essentielle car même si le secteur bancaire affiche un bon niveau de capitalisation et une rentabilité satisfaisante, il reste fragile et une part importante des dépôts sert à financer la dette publique. La BEI est la principale institution financière publique dans la région où sa contribution représente plus de la moitié de l'aide européenne. Dans le cadre de la réponse de l'UE au printemps arabe, elle s'est engagée à accroître ses opérations de financement en Tunisie, en Égypte, au Maroc et en Jordanie.

La productivité et le très haut débit,

forces motrices de la croissance à long terme en Europe

« À court terme, le problème qui préoccupe les dirigeants de la planète est de résoudre la crise de la dette dans laquelle nous sommes plongés », a déclaré le président de la BEI, Philippe Maystadt, à l'ouverture de la conférence 2011 de la BEI sur l'économie et la finance qui s'est tenue à Luxembourg. « Or, il existe manifestement un lien entre dette et croissance ».

Même les dettes les plus lourdes peuvent être soutenables si une forte croissance est attendue, mais en Europe, la croissance marque le pas et une hausse de la productivité sera nécessaire pour que les perspectives de croissance apparaissent crédibles aux marchés financiers. « La croissance à long terme et la productivité sont les grands axes d'action inscrits dans le mandat de la BEI », a ajouté M. Maystadt en soulignant que la Banque cible de manière accrue les projets relatifs au capital humain et à la recherche-développement. Ces dix dernières années, la BEI a prêté 103 milliards d'EUR pour des projets liés à l'économie de la connaissance (dont 17 milliards d'EUR rien qu'en 2010).

La conférence a réuni une centaine de participants, universitaires, représentants des institutions publiques, des gouvernements et de l'industrie. Ils se sont accordés à dire que l'innovation et le partage de la production à l'échelle internationale figurent parmi les principaux moteurs de la croissance de la productivité. La productivité globale ne dépend pas uniquement des entreprises elles-mêmes, mais aussi dans une très large mesure de la capacité de l'économie à allouer efficacement les ressources entre les entreprises. Selon Gianmarco Ottaviano de l'Université Bocconi, « il vaut mieux axer les politiques sur une allocation plus efficace des ressources plutôt que de tout miser sur l'internationalisation ».

« Les problèmes de fond sont même devenus plus aigus et la marge de manœuvre s'est encore rétrécie. »

Les turbulences qui secouent actuellement les marchés ne doivent pas faire oublier aux décideurs politiques les véritables enjeux. Pour André Sapir, du groupe de réflexion Bruegel, « il faut certes sauver le secteur bancaire et l'euro, mais les problèmes de fond n'ont pas disparu pour autant. Ils sont même devenus plus aigus, et la marge de manœuvre s'est encore rétrécie. En ce moment, l'Europe a besoin de réformes structurelles visant à améliorer sa productivité, de manière à briser le cercle vicieux dans lequel la consolidation budgétaire freine la croissance et la faiblesse de la croissance alourdit la dette des États ».

Une concurrence accrue sur les marchés des biens et des services favoriserait une augmentation de la productivité. Giuseppe Nicoletti de l'OCDE a souligné la nécessité de supprimer les réglementations anti-concurrence, en particulier celles qui empêchent l'accès au marché de nouvelles entreprises et celles qui concernent des services utiles pour beaucoup d'autres secteurs économiques tels que l'énergie, les transports, le commerce et les services aux entreprises.

La création d'un cadre adéquat est donc indispensable et l'économie numérique pousse une nouvelle fois les décideurs politiques à libéraliser le marché du travail et le marché des produits pour faciliter l'innovation organisationnelle. La conférence a mis en évidence la complémentarité du dynamisme économique et des investissements informatiques dans le renforcement de la productivité. La croissance dans les nouveaux États membres de l'Union européenne, en particulier dans le secteur manufacturier, s'est très nettement accrue depuis leur adhésion à l'Union. À l'extérieur de l'UE, les États-Unis d'Amérique ont enregistré une forte croissance de la productivité grâce à une réallocation efficace des ressources : avec l'arrivée d'un grand nombre de nouvelles entreprises sur le marché, les entreprises très productives se sont développées et les entreprises moins productives ont vu leur activité décliner et ont quitté le marché. Toutefois, comme l'a fait remarquer John Haltiwanger de l'Université du Maryland, depuis plusieurs années, le dynamisme des entreprises américaines est en perte de vitesse et a été durement frappé par la crise économique et financière.

« Les économies de marché saines se réinventent constamment, à mesure que les entreprises s'adaptent à l'évolution du contexte économique », a-t-il déclaré. « Une partie de ce processus de réinvention implique l'arrivée de nouvelles entreprises qui conçoivent de nouveaux produits et inventent de nouvelles possibilités de faire des affaires, par exemple sur Internet. Le financement de start-up et d'entreprises à forte croissance est essentiel pour stimuler l'innovation, la création d'emplois et la productivité », a-t-il ajouté.

Pour Erik Brynjolfsson du Massachussets Institute of Technology, l'avènement du numérique a changé le processus d'innovation. Les entreprises numériques comme Google ou Amazon révolutionnent l'innovation grâce à leur accès privilégié à l'information sur le comportement des consommateurs et grâce à leur capacité à partager l'information à l'échelle mondiale et à développer de nouvelles activités très rapidement et à moindre coût. « Les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent servir de catalyseur et donner un coup de fouet au taux de croissance de la productivité », a-t-il affirmé.

André Sapir, Giuseppe Nicoletti, John Haltiwanger

« Les TIC peuvent servir de catalyseur et donner un coup de fouet au taux de croissance de la productivité. »

La révolution Internet est loin d'être terminée et les nouvelles innovations porteuses de croissance dépendront dans une très large mesure de la vitesse de connexion. Au cours de ces cinq dernières années, Internet a représenté quelque 20 % de la croissance du PIB des économies avancées, grâce à son effet stimulant sur la recherche-développement et l'innovation, a expliqué Jussi Hätönen, économiste à la BEI. D'après les travaux de recherche de la BEI, la migration vers la nouvelle génération de réseaux à très haut débit pourrait nécessiter environ 200 milliards d'EUR d'investissements dans des infrastructures spécifiques.

La Commission européenne a récemment annoncé un programme ambitieux de 50 milliards d'EUR en faveur du très haut débit en Europe, soulignant l'importance de l'appui public nécessaire.

« Les décideurs politiques devront adhérer à l'idée qu'une forte croissance de la productivité n'est possible que dans les économies […] où les ressources sont transférées des entreprises peu performantes vers celles qui sont les plus dynamiques », a déclaré Plutarchos Sakellaris, vice-président à la BEI. « Une coopération étroite avec des économistes de premier plan contribue à encourager une réflexion stratégique sur les priorités à long terme et à orienter l'appui sectoriel global apporté par la BEI », a-t-il conclu.

Les actes de la conférence seront publiés dans un prochain volume des Cahiers BEI. ■

Philippe Maystadt, Plutarchos Sakellaris

Debora Revoltella

Erik Brynjolfsson

Le Conseil d'administration de la BEI **dialogue avec la société civile**

Piotr Trzaskowski, CEE Bankwatch

« La critique constructive est essentielle », a souligné Philippe de Fontaine Vive, le vice-président de la BEI chargé du dialogue avec les organisations non gouvernementales (ONG), à l'ouverture du premier séminaire réunissant, le 17 octobre dernier, le Conseil d'administration de la BEI et la société civile. La BEI entretient déjà des relations régulières avec des organisations de la société civile, mais c'était la première fois que celles-ci rencontraient les administrateurs de la Banque qui décident du financement des projets et des politiques et priorités de la Banque.

Des deux côtés, cette rencontre a soulevé un grand intérêt. « La BEI ne peut pas tout faire, mais elle devrait faire tout ce qui est en son pouvoir », a affirmé le représentant d'une ONG.

Le rôle déterminant de la BEI pour l'action en faveur du climat

En tant que premier bailleur de fonds au monde pour l'action en faveur du climat, la Banque joue un rôle important. Des représentants d'ONG ont félicité la BEI pour son appui au secteur des énergies renouvelables, tout en s'interrogeant sur ses financements en faveur des combustibles fossiles et du secteur automobile. La Banque a également été exhortée à renforcer ses prêts liés à l'efficacité énergétique et à adopter une ligne de conduite plus volontariste. Selon les mêmes intervenants, la BEI devrait devenir « le pôle d'apprentissage en matière de financement de projets innovants » et « montrer la voie » dans les domaines du climat et de l'énergie. Elle devrait aider les dirigeants politiques à définir des objectifs et à choisir des projets qui s'inscrivent davantage dans une perspective de décarbonisation au niveau mondial. Les participants ont reconnu que la BEI était contrainte de procéder à des arbitrages engendrés par des priorités européennes concurrentes. Ils ont rappelé que la crise climatique était plus grave, bien que moins urgente, que la crise financière et ont appelé la Banque à inclure une perspective à l'horizon 2050 dans sa politique énergétique.

« La BEI ne peut pas tout faire, mais elle devrait faire tout ce qui est en son pouvoir. »

Mark Johnston, WWF

Quel rôle la BEI doit-elle assumer dans le financement de projets liés à l'action en faveur du climat ?

Si les défis que posent les changements climatiques sont de nature systémique, les solutions doivent l'être tout autant. Nous devons tous nous y atteler, y compris la Banque. Chaque institution européenne doit jouer son rôle et aider les autres à aller de l'avant. Souvent, les entreprises financières ont une vision à plus long terme que les dirigeants politiques. La BEI est la plus grande banque publique au monde. Il est essentiel de mettre en place des cadres de portée générale qui permettent d'utiliser au mieux les capitaux disponibles.

Qu'avez-vous pensé de ce séminaire ?

Nous avons eu un débat intéressant. Il n'y aura jamais trop de dialogue en Europe. L'Europe a été créée pour que nous résolvions les problèmes ensemble ; c'est d'ailleurs la seule manière de progresser.

La réunion entre le Conseil d'administration et la société civile a été une première

Juanita During, WaterAid, Nigeria

Renforcement de l'activité de prêt pour les PME

Comment s'assurer que les prêts aux PME, qui font l'objet d'une intermédiation bancaire atteignent plus rapidement les bénéficiaires auxquels ils sont réellement destinés ? La BEI s'attache déjà à accélérer les décaissements et à améliorer ses procédures d'information. Mais des membres de la société civile ont formulé des idées visant à rendre plus efficaces les interventions de la Banque, notamment en fournissant une assistance technique, des prêts spécifiques ou des produits plus créatifs, comme la microassurance, les capitaux à risques ou les financements mezzanine. Des ONG ont souligné la nécessité d'établir un équilibre entre confidentialité et transparence. Elles ont pris bonne note du rôle des intermédiaires financiers, mais ont invité la Banque à se montrer plus sélective et à collaborer davantage avec des intermédiaires publics, tout en faisant preuve de prudence concernant les intermédiaires situés dans des pays considérés comme des paradis fiscaux.

« L'être humain devrait être au cœur de chaque opération. »

« L'être humain devrait être au cœur de chaque opération », tel a été le message fort des discussions relatives aux projets contribuant au développement. Bien que la BEI ne soit pas une banque de développement, ses activités ont néanmoins un impact sur celui-ci. Des membres de la société civile ont demandé que l'action de la Banque soit mieux adaptée à des contextes nationaux spécifiques, en équilibrant les prêts entre secteurs public et privé et en se concentrant sur les besoins des populations locales et sur l'amélioration de leurs conditions de vie. Les intérêts économiques de l'Europe devraient pouvoir passer au second plan. Les ONG l'ont clairement affirmé, il est essentiel que la Banque veille au respect de normes élevées et de critères de mise en œuvre rigoureux pour que les projets contribuent effectivement au développement durable et ne nuisent pas aux populations locales. La BEI révise actuellement ses processus d'évaluation et de suivi des incidences sociales et environnementales afin d'améliorer la qualité des informations à communiquer, de les affranchir des évaluations effectuées par les promoteurs des projets et de répondre ainsi à certaines critiques de la société civile. La BEI s'est engagée à donner suite aux inquiétudes formulées au sujet du projet New Forests Company en Ouganda qui a entraîné un déplacement de population. « Si ces allégations sont étayées, cela est inacceptable », a déclaré Philippe Maystadt, le président de la BEI. Il a ajouté que la BEI mènerait sa propre enquête en la matière. Philippe Maystadt a également salué le caractère constructif des débats tenus à l'occasion de cette « première » et s'est déclaré favorable à l'organisation régulière de tels séminaires, le Conseil d'administration espérant vivement poursuivre ce dialogue. ■

Kate Geary, Oxfam

Quel rôle la BEI doit-elle jouer dans le soutien aux projets qui contribuent au développement ?

Je pense que la BEI pourrait jouer un rôle très important dans le soutien au développement si elle concentrait ses efforts sur les domaines qui ne sont pas encore ciblés par les banques commerciales, en particulier, sur la réduction de la pauvreté et les incidences sur les populations et non pas uniquement sur la croissance économique. Tout cela doit être encadré par les normes environnementales et sociales les plus rigoureuses. La question des populations exposées aux projets devrait faire l'objet d'une évaluation approfondie afin d'éviter que l'investissement de la BEI ne provoque une détérioration de leur situation, comme on a pu le constater dans le cas du projet New Forests Company en Ouganda.

Qu'avez-vous pensé de ce séminaire ?

Je pense qu'il est extrêmement opportun pour la Banque d'organiser ce genre de séminaire et d'y inviter autant de membres de la société civile. Cette ouverture d'esprit est fantastique et nous avons pu participer à des débats de grande qualité. Incidemment, nous aurions réellement apprécié que davantage d'agents de la BEI portent leur badge.

La BEI est l'**un des plus grands** bailleurs de fonds internationaux dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation.

En 2010, **29 % du volume total des prêts** ont été accordés pour des projets liés à l'action en faveur du climat.

Plus de **143 projets réalisés** dans ce secteur ont bénéficié de l'appui de la BEI, pour un montant total de **20,5 milliards d'EUR** sur la seule année 2010.

L'action de la BEI en faveur du climat en chiffres

L'action de la BEI en faveur du climat en chiffres

L'action de la BEI en faveur du climat en chiffres

Le volume total d'émissions absolues provenant de projets financés par la BEI est estimé à **16 millions de tonnes de CO_2** par an, ce qui correspond approximativement au volume d'émissions du Luxembourg.

Le total des émissions relatives, autrement dit les réductions d'émissions, est estimé à **4 millions de tonnes de CO_2 par an***.

*Prêts signés en 2010.

18 projets liés à l'énergie solaire ont bénéficié de l'appui de la BEI, pour un montant total de **1,5 milliard d'EUR**. *

Au total, la Banque a prêté **10,5 milliards d'EUR** à l'appui de **technologies respectueuses de l'environnement** et d'activités de R-D connexes.

Pour un montant total d'environ **5,3 milliards d'EUR**, la BEI a contribué au financement de **27 parcs éoliens**, terrestres et maritimes, qui représentent une nouvelle capacité installée de quelque **5,5 gigawatts**.

La BEI a prêté environ **18,5 milliards d'EUR** pour des projets liés aux transports durables, contribuant ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

*Ces chiffres couvrent les trois dernières années (2008-2010).

Un projet novateur :
entretien à propos du premier parc éolien marin à finalité commerciale en Allemagne

Lors du forum de la BEI sur l'énergie éolienne à Hambourg, Thomas Augat, responsable du contrôle et des finances chez EnBW Erneuerbare Energien GmbH (EnBW), a répondu aux questions de BEI Info concernant Baltic 1, le premier parc éolien marin à finalité commerciale en Allemagne, qui est aujourd'hui pleinement opérationnel.

Quelle est la particularité de Baltic 1 ?

EnBW Baltic 1 est un parc éolien particulier. Les conditions du site, bien que comparables aux conditions internationales, sont modérées par rapport aux projets situés dans la partie allemande de la mer du Nord. Il se trouve à quelque 16 km de la côte et la profondeur de l'eau est d'environ 18 m. Le projet est novateur car il s'agit du premier parc éolien marin à finalité commerciale en Allemagne. Il est aujourd'hui pleinement opérationnel.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?

Elles ont été nombreuses : nous avons dû coordonner de nombreux travaux de nature diverse, tous réalisés et livrés par des entrepreneurs différents. Pour vous donner une idée, le projet a représenté 380 commandes, et on estime que les contrats comptent plus de 50 000 pages.

Relier le parc éolien au réseau est un autre défi pour l'ensemble de l'industrie.

Dans l'ensemble, l'industrie est encore jeune et tous les acteurs – y compris les opérateurs de réseaux – tirent des enseignements, projet après projet. La connexion au réseau a aussi été un défi dans le cadre de Baltic 1, bien que la côte soit relativement proche. L'opérateur du réseau de transport, 50 Hertz, a participé activement à l'opération. Au bout du compte, le projet a été achevé quasiment dans les délais, mais la connexion au réseau a accusé un retard d'environ neuf mois.

Comment s'est passée la coopération avec la BEI ?

La BEI est intervenue dès le début du projet, accordant en premier lieu un prêt en faveur des grandes entreprises à notre maison mère EnBW AG. Ensuite, lorsque 19 compagnies de services publics ont rejoint Baltic 1, le prêt a été transformé en une opération de financement sur projet. La BEI a également encouragé cette initiative et nous a accompagnés tout au long du processus. Le financement par la BEI d'une grande partie du projet a constitué un facteur clé et nous a permis de trouver rapidement des banques commerciales prêtes à le soutenir.

Les projets éoliens sont des investissements à long terme exigeants d'un point de vue technique. Cela fait-il de la BEI un partenaire de financement particulièrement approprié ?

Le financement est une contrainte centrale dans la valorisation de l'énergie éolienne marine et, partant, dans la réalisation des objectifs en matière d'énergies renouvelables en Allemagne et en Europe. L'instabilité actuelle des marchés financiers met en lumière

Interview

Thomas Augat, responsable du contrôle et des finances chez EnBW Erneuerbare Energien GmbH (EnBW).

la participation de la BEI en tant que partenaire financier expérimenté, solide et stable pour les projets marins. Par conséquent, la BEI a un rôle important à jouer dans la réalisation des objectifs de développement grâce à l'énergie éolienne marine.

Baltic 1 contribue à la réalisation des objectifs européens en matière de climat et d'énergie ainsi qu'à la réorientation ambitieuse en faveur des énergies de substitution, récemment entérinée en Allemagne.

Est-ce aussi un signal fort pour la filière éolienne marine ?

J'en suis convaincu. Sans l'énergie éolienne marine, il sera très difficile d'atteindre les objectifs fixés par l'Europe et l'Allemagne en matière de développement des énergies propres. Baltic 1 a démontré que la construction et l'exploitation d'un parc éolien marin peuvent aussi être rentables en Allemagne. Ainsi, nous contribuons à renforcer la confiance des investisseurs dans l'énergie éolienne marine.

EnBW prévoit-elle d'autres parcs éoliens marins ? Quelles leçons ont été tirées ?

Baltic 1 constitue pour nous le premier des quatre parcs éoliens marins qui seront mis en place au cours des prochaines années. Dans l'année qui vient, nous démarrerons les travaux du projet Baltic 2, un autre parc éolien dans la mer Baltique, mais à une échelle autrement plus grande puisqu'il produira 288 MW au lieu de 48 MW. Par ailleurs, le processus de passation des marchés pour notre premier parc éolien dans la mer du Nord (Hohe See) est en cours.

Outre quantité de leçons précieuses que nous avons retenues en matière d'ingénierie, de gestion de projets et de préparation des contrats, je pense que nous avons appris deux choses importantes : comme dans tout grand projet, les difficultés et les retards dans la mise en œuvre sont quasiment inévitables, à quoi s'ajoutent les défis posés par le vent et le climat qui, eux, sont spécifiques à l'environnement marin. Il est donc important de ménager des marges de manœuvre suffisantes dans la phase de planification du projet et de s'assurer qu'il existe un fort degré de flexibilité opérationnelle au cours de la phase de construction. La réussite d'un projet réside également dans la constitution d'une équipe ad hoc au sein de laquelle ingénieurs, juristes, entrepreneurs et unités opérationnelles travaillent main dans la main dès le départ. ■

Baltic 1 — miser sur l'énergie éolienne marine

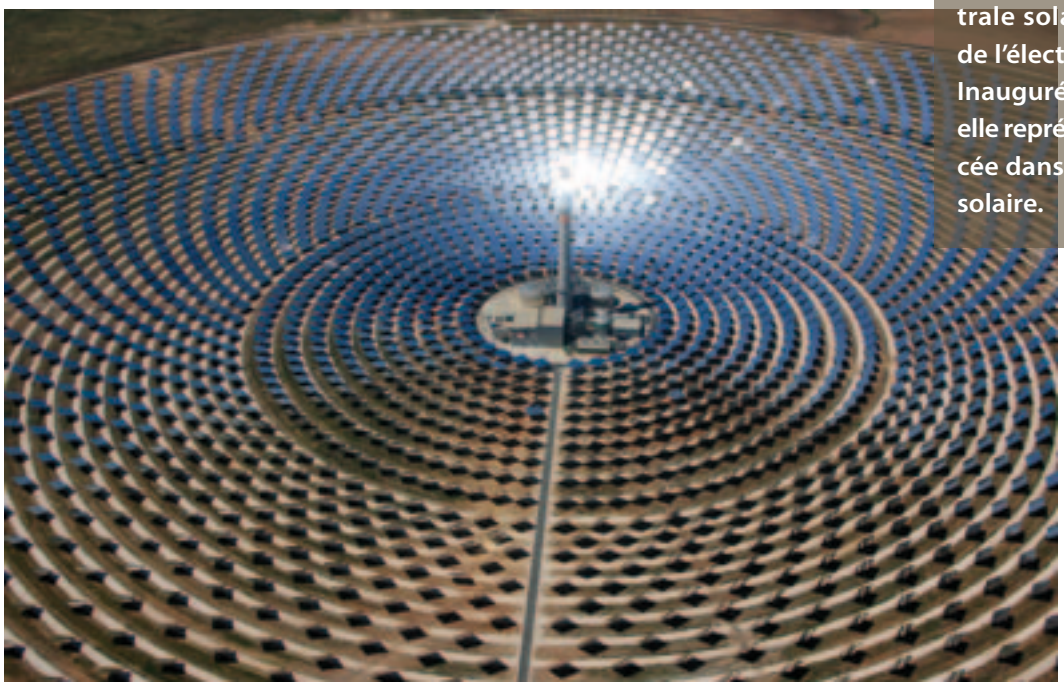
Inauguré par la chancelière Angela Merkel en mai dernier, Baltic 1 est un parc éolien marin situé dans les eaux territoriales allemandes de la mer Baltique. Il comprend 21 éoliennes ancrées à quelque 16 km du continent, pour une capacité totale de près de 50 MW. Baltic 1 produira annuellement environ 185 GWh qui viendront alimenter le réseau public.

L'Allemagne entend porter la part de l'électricité produite à partir de sources renouvelables à 30 % au moins d'ici à 2020. Pour atteindre cet objectif, le pays place de grands espoirs dans la croissance de l'énergie éolienne marine.

La BEI finance Baltic 1 via un prêt de 80 millions d'EUR. Elle joue un rôle central et croissant dans le financement du secteur des énergies renouvelables : plus d'un tiers de son activité de prêt en faveur du secteur de l'énergie concerne les énergies renouvelables. Les financements de la BEI à l'appui de l'énergie éolienne (terrestre et marine) s'élèvent, depuis 2005, à quelque 6,8 milliards d'EUR.

Inauguration d'une centrale solaire ultramoderne en Espagne

Gemasolar est la première centrale solaire pouvant produire de l'électricité 24 heures sur 24. Inaugurée par le roi d'Espagne, elle représente une grande avancée dans le secteur de l'énergie solaire.



2 600

Plus de 2 600 miroirs répartis sur 185 hectares concentrent les rayons du soleil sur un récepteur géant.

C'est à Séville, en Andalousie, qu'est installée Gemasolar, la première centrale solaire commerciale au monde capable de produire de l'électricité même sans soleil, grâce à l'utilisation de sel fondu, en lieu et place du pétrole, comme fluide de transfert. Plus de 2 600 miroirs répartis sur 185 hectares concentrent les rayons du soleil sur un récepteur géant placé au centre de l'installation afin de chauffer le sel liquide. La température, qui dépasse les 500 °C, est bien supérieure à celle des centrales habituelles dont la technologie repose sur des capteurs cylindro-paraboliques. Ces hautes températures génèrent ensuite une vapeur pressurisée plus chaude, qui assure une mise en mouvement plus efficace des turbines. Grâce à la capacité de stockage du sel, la centrale est à même d'injecter de l'électricité dans le réseau jusqu'à 15 heures sans qu'il y ait de soleil, par exemple pendant la nuit et les périodes nuageuses.

Forte d'une capacité de 19,9 MW, Gemasolar peut approvisionner en électricité quelque 27 500 ménages du sud de l'Espagne. Sa production annuelle équivaut au volume d'énergie d'une centrale thermique classique qui consommerait 89 000 tonnes de lignite ou à la transformation de 217 000 barils de pétrole. La centrale devrait par conséquent permettre de réduire les émissions de CO_2 de plus de 30 000 tonnes par an.

Un projet phare de l'innovation en matière d'énergie solaire

« Nous voulons nous implanter dans le monde entier et développer l'utilisation de l'énergie solaire à concentration comme source d'énergie durable », déclare Enrique Sendagorta, le président de Torresol Energy, une coentreprise formée par le groupe d'ingénierie espagnol SENER et Masdar, la société publique de mise en valeur des énergies renouvelables d'Abu Dhabi. « Ce faisant, nous contribuerons à la protection de l'environnement pour les générations futures ». L'inauguration officielle de Gemasolar a eu lieu en présence du prince héritier d'Abu Dhabi, Sheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, et du roi d'Espagne, Juan Carlos.

Gemasolar est le projet phare de Torresol Energy. La centrale a récemment reçu de la compagnie américaine CSP Today le prix 2011 de l'innovation technologique commercialisée de l'année et un Ruban d'honneur des European Business Awards.

Ce projet ultramoderne fait figure de pionnier. La BEI y a contribué à hauteur de 80 millions d'EUR. Gemasolar est l'une des sept centrales solaires à concentration et dix-neuf centrales photovoltaïques financées par la Banque depuis 2006 pour un montant total de 2,6 milliards d'EUR. La mise au point de technologies propres et à l'épreuve des changements climatiques est l'une des premières priorités opérationnelles de la BEI pour ce qui concerne l'action en faveur du climat. ■

La BEI donne un coup de pouce aux forêts de Castille-La Manche

Il y a six ans, un incendie détruisait une partie importante de la forêt d'El Rodenal, dans la communauté autonome espagnole de Castille-La Manche. Aujourd'hui, la région est en cours de réhabilitation et la BEI soutient les mesures de prévention des feux de forêt et de lutte contre les incendies.

Près de la moitié de la superficie de la Castille-La Manche est recouverte de forêts qui totalisent plus de 3,5 millions d'hectares. Malheureusement, cela expose la région aux incendies de forêt ; on compte jusqu'à 700 départs de feu par an. Les incendies de 2005, qui ont en partie détruit la forêt de El Rodenal dans la province de Guadalajara, sont encore dans toutes les mémoires. Le prêt de 100 millions d'EUR que la BEI a accordé à Gestión Ambiental de Castilla La Mancha SA (GEACAM) soutient le programme de réhabilitation lancé par les pouvoirs publics, consistant à replanter plus de 5 000 hectares de forêts, à améliorer les routes, à traiter les nouveaux arbres pour réduire les risques de maladie et d'incendie, ainsi qu'à planter sur 1 140 hectares de terres des chênes rouvres, considérés comme particulièrement utiles en matière de protection.

Un dispositif de prévention des incendies aux multiples facettes

La province de Castille-La Manche dispose d'une capacité suffisante en matière de lutte d'urgence contre les feux. Mais de nouvelles approches se sont avérées nécessaires pour améliorer certaines techniques de prévention, comme la multiplication des pare-feux, le défrichage mécanique et manuel, l'élimination manuelle des résidus forestiers inflammables dans les zones difficilement accessibles pour les grosses machines, le brûlage restreint pour réduire le risque d'incendies non contrôlés, le pâturage contrôlé et l'utilisation d'herbicides. Le prêt de la BEI contribue à la mise en place d'un certain nombre de ces mesures.

Le programme de GEACAM sera réalisé sur une période de quatre ans. Il renforce l'action préventive des sapeurs-pompiers dans les forêts qui consiste à assurer le débroussaillement aussi bien en hiver que pendant toute la saison estivale, lorsque la lutte contre les incendies atteint son paroxysme. Il prévoit également l'achat de nouveaux équipements et matériels comme des camions, du matériel de protection pour les soldats du feu, des équipements de communication, ainsi que des investissements dans des bases pour hélicoptères.

Éducation du grand public et création d'emplois

L'information du grand public est un outil essentiel pour réduire les risques d'incendie. Huit nouveaux centres sont donc en cours de construction pour sensibiliser la population à l'importance des forêts en général et des parcs naturels de la région en particulier. Chaque centre pourra accueillir à terme des expositions permanentes et temporaires et disposera de matériel audiovisuel ainsi que d'un espace pour une bibliothèque et des services. À ce jour, quatre centres sont déjà opérationnels et attirent des groupes scolaires et de nombreux touristes le week-end.

5 000 hectares

Le programme de réhabilitation consiste à replanter plus de 5 000 hectares de forêts, à améliorer les routes et à appliquer aux nouveaux arbres des traitements phytosanitaires visant à réduire les risques de maladie et d'incendie.

Le programme permettra de créer près de 2 000 emplois à temps plein. À plus long terme, il pérennisera les postes existants, actuellement au nombre de quelque 3 000 emplois à temps plein. En outre, lorsque les nouvelles installations de lutte contre les feux de forêt seront opérationnelles, elles fonctionneront toute l'année, contre dix mois actuellement, permettant d'évoluer vers des emplois plus qualifiés et plus stables. ■

Près de la moitié de la superficie de la Castille-La Manche est recouverte de forêts qui totalisent plus de 3,5 millions d'hectares.

Soutenir des projets de petite taille dans les énergies renouvelables en Allemagne

Les projets relatifs aux énergies renouvelables sont souvent de petite taille et rencontrent généralement des difficultés de financement spécifiques. Par le biais de prêts intermédiés avec son partenaire local Deutsche Kreditbank (DKB), la BEI aide les PME à contribuer utilement au bouquet énergétique local.

Les prêts de la BEI acheminés par le biais de banques partenaires, telles que DKB, facilitent le financement des projets de petite taille. En règle générale, la BEI finance au maximum 50 % du coût total d'un projet. Les intermédiaires doivent rétrocéder aux PME les fonds qu'elle leur fournit à des taux favorables et apporter un montant équivalent à ce concours sur leurs ressources propres. Son concours peut s'ajouter aux financements d'autres banques de développement, comme la KfW en Allemagne.

Une ville bien au chaud grâce à des copeaux de bois

À Hennigsdorf, une ville située au nord de Berlin dans la région de Brandebourg, un prêt BEI a permis de construire une centrale de cogénération exclusivement alimentée aux copeaux de bois.

« L'un des grands avantages du projet est que nous pouvons facilement adapter la production aux besoins de chauffage de Hennigsdorf », explique Gerd Bartsch, qui travaille chez Ruppin Consult, la société de conseil choisie pour la mise en place et la gestion de la centrale de Hennigsdorf.

Kraftwerks- und Projektentwicklungsgesellschaft (KPG) Hennigsdorf mbH a bénéficié, pour créer la centrale de cogénération, d'un prêt de 8,3 millions d'EUR qui a été acheminé par l'intermédiaire de Deutsche Kreditbank (DKB). Les prêts intermédiés font partie des outils dont dispose la BEI pour soutenir les projets du secteur des énergies renouvelables.

« Obtenir le prêt auprès de DKB était la condition sine qua non de la construction de la centrale. En 2008, nous ressentions les effets de la crise économique et obtenir un financement pour un projet de cette ampleur n'était pas chose facile », ajoute M. Bartsch.

KPG Hennigsdorf garantira un approvisionnement en chauffage à long terme basé sur l'utilisation de produits primaires renouvelables à des prix prévisibles pour l'ensemble de la ville et ses 26 000 habitants. Grâce à une technologie spécifique, il est possible non seulement de produire de la chaleur, mais également de transformer de la chaleur en électricité, qui viendra alimenter les réseaux électriques locaux.

« L'essentiel des copeaux de bois vient de fournisseurs régionaux situés dans un rayon de 150 km autour de Hennigsdorf, dans les régions de Brandebourg et de Mecklembourg-Poméranie occidentale, qui sont riches en bois », explique M. Bartsch. « Nous utilisons principalement les sous-produits issus de la récolte du bois dans les forêts locales ou de bois provenant d'opérations de protection du paysage. Les coûts de transport du bois étant relativement élevés, il paraît logique d'un point de vue économique comme environnemental de faire appel à des fournisseurs locaux », conclut-il.

La nouvelle centrale de cogénération permettra à la ville de Hennigsdorf d'éco-

20 mégawatts

« Depuis 2009, notre entreprise a contribué à la création de plus de 20 MW de capacité photovoltaïque … en tant que jeune pousse de petite taille, nous sommes assez fiers de ce résultat. »

nomiser quelque 31 800 tonnes de CO_2 chaque année en évitant d'avoir recours aux combustibles fossiles classiques et en augmentant l'efficacité énergétique.

Bien profiter du soleil

Sol fortis est une petite entreprise située à Breesen, dans le nord-est de l'Allemagne. Spécialisée dans la planification, l'installation et la gestion de systèmes photovoltaïques, elle gère une large palette de projets touchant à l'énergie solaire dans la région.

« Depuis 2009, notre entreprise a contribué à la création de plus de 20 MW de capacité photovoltaïque. Ce n'est pas grand-chose en comparaison avec les niveaux de production nationaux, mais en tant que « jeune pousse », nous sommes assez fiers de ce résultat », explique Carlos Mayer, directeur général de sol fortis. « L'entreprise compte six à sept personnes au total, mais nous travaillons beaucoup avec d'autres entreprises spécialisées dans l'installation de systèmes photovoltaïques, ce qui permet de créer et de pérenniser l'emploi dans cette filière ».

Un prêt de 2,5 millions d'EUR acheminé et complété par Deutsche Kreditbank a aidé sol fortis à installer un nouveau complexe photovoltaïque à Königsbrück. « Évidemment, la longue durée et les taux d'intérêt attractifs de ce prêt l'ont rendu particulièrement intéressant pour nous », explique M. Mayer. « Il nous donne la flexibilité et la marge de manœuvre nécessaires à notre activité ».

Situé aux portes de Dresde, sur une ancienne base militaire soviétique entourée de forêts, le nouveau complexe photovoltaïque a démarré ses activités à la mi-2010. « Königsbrück dispose aujourd'hui d'une capacité totale proche de 3 MW par an, ce qui suffit à approvisionner environ 620 foyers de la région en électricité. En outre, nous contribuons à économiser près de 1 950 tonnes de CO_2 chaque année, ce qui constitue notre participation à la lutte contre les changements climatiques », ajoute M. Mayer.

Des vents constants pour une alimentation électrique garantie

WindStrom, une petite entreprise d'énergie éolienne située entre Hanovre et Brunswick, dans le nord de l'Allemagne, voit grand. « Depuis 1992, date à laquelle nous avons démarré nos activités, nous avons participé à la construction de quelque 295 parcs éoliens qui génèrent environ 500 MW », explique Steffen Warneboldt, l'un des directeurs généraux du groupe WindStrom.

Avec le temps, WindStrom s'est fortement spécialisé dans ce domaine. Le groupe emploie une cinquantaine de personnes et propose une large palette de services allant de la planification et de l'installation jusqu'à l'exploitation et la rénovation de parcs éoliens en Allemagne, mais également dans toute l'Europe. « Le développement de notre activité dans l'Union européenne nous force à élargir notre vision. Nous sommes optimistes face à l'avenir et nous avons même recruté de nouvelles personnes récemment », ajoute M. Warneboldt.

Un prêt de 6,4 millions d'EUR accordé par DKB a contribué au financement d'un parc éolien à Schwarme, près de la ville hanséatique de Brême. Cinq éoliennes, d'une capacité de 2 MW chacune, apportent chaque année au réseau public quelque 25 millions kWh d'électricité, soit l'équivalent des besoins annuels en énergie d'environ 7 000 foyers. La stabilité du régime des vents favorise le bon rendement du parc éolien. Cette zone anciennement réservée à l'agriculture est encore aujourd'hui cultivée.

« À Schwarme, comme pour tous les autres projets éoliens, nous nous efforçons d'être au contact de la population locale et de trouver des solutions acceptables », reprend M. Warneboldt. « Dès le début, nous avons impliqué les habitants dans le projet et leur avons donné la possibilité de poser des questions. En réponse aux préoccupations exprimées, nous avons délibérément limité le nombre d'éoliennes afin de garantir l'acceptation du projet », explique également M. Warneboldt.

Grâce à la collaboration réussie de la Banque et de DKB engagée depuis plus de dix ans, plus d'un milliard d'EUR ont été octroyés à différents projets. ■

Le vent pousse à la roue en Irlande

La BEI appuie le déploiement de points de charge pour véhicules électriques dans toute l'Irlande dans le cadre d'un vaste programme d'investissement visant à améliorer le réseau d'électricité national.

D'ici à 2020, un véhicule sur dix circulant dans le pays sera entièrement électrique et 10 % de l'énergie consommée par le transport routier seront d'origine renouvelable. Pour réaliser cet objectif ambitieux, les pouvoirs publics ont commencé d'aménager le réseau d'énergie irlandais tant en amont, en augmentant la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité, qu'en aval, avec de nouvelles utilisations de l'électricité, par exemple pour recharger des véhicules électriques. D'ores et déjà la part de l'énergie éolienne en Irlande est l'une des plus élevées d'Europe avec plus de 1 400 MW fournis par les parcs éoliens à la principale compagnie électrique du pays, ESB. La BEI, qui a déjà financé des parcs éoliens capables de produire quelque 240 MW, devrait accroître sa contribution dans les années à venir. Plus de 5 000 MW supplémentaires d'origine éolienne devront être raccordés au réseau pour que l'Irlande atteigne ses objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques fixant la proportion d'électricité d'origine renouvelable à 40 % d'ici à 2020.

Du vent à la roue

« L'Irlande dispose aujourd'hui de l'un des réseaux les plus modernes au monde », estime Jerry O'Sullivan, directeur général d'ESB Networks. « Nous passons maintenant à l'étape suivante : renforcer ce réseau de manière durable, intelligente, économique et efficace pour faciliter l'intégration des énergies renouvelables et la participation des clients. »

L'énergie éolienne est principalement produite dans l'ouest du pays, moins peuplé. ESB investit dans une importante mise à niveau de son réseau afin d'assurer le transport de cette énergie vers les régions orientales, plus densément peuplées. Ce programme, qui est en partie financé par un prêt de la BEI de 235 millions d'EUR, appuiera le recours accru à l'énergie éolienne, la rénovation et le renforcement du réseau, la mise en place de compteurs intelligents, ainsi que l'installation de stations de charge pour les véhicules électriques.

Dans le cadre des investissements portant sur le réseau, plus de 20 millions d'EUR seront consacrés au déploiement de points de charge sur le territoire irlandais en 2011 et 2012. La mise en place des infrastructures nécessaires est cruciale pour rendre l'utilisation des voitures électriques plus attrayantes aux yeux des consommateurs et commercialiser des voitures électriques. Quelque 3 500 points de charge seront installés dans tout le pays, parmi lesquels des points de charge accessibles au public, des chargeurs à domicile et des chargeurs rapides tous les 60 kilomètres sur l'ensemble des grands axes interurbains.

Un pays précurseur

Le recours accru aux véhicules électriques peut contribuer à réduire tant la consommation de carburant que les émissions de gaz à effet de serre. Il s'inscrit ainsi parfaitement dans le bouquet énergétique de l'Irlande. Ce pays constitue un terrain idéal pour la percée des véhicules électriques, du fait des courtes distances entre les centres urbains et de son climat doux particulièrement propice au bon fonctionnement des batteries. En outre, l'électricité produite par les parcs éoliens en dehors des heures de pointe peut être utilisée pour recharger les véhicules électriques, ce qui doit être fait surtout la nuit au domicile du propriétaire du véhicule. Comme la plupart des Irlandais sont propriétaires de leur logement, il est plus facile d'y installer les équipements qui permettront de recharger efficacement et à moindre coût les véhicules électriques. ■

3 500

Quelque 3 500 points de charge seront installés dans tout le pays, parmi lesquels des points de charge accessibles au public, des chargeurs à domicile et des chargeurs rapides.

Bucarest : rénover les bâtiments pour rendre les logements **plus économes en énergie**

Les zones urbaines présentent un potentiel énorme en matière d'économies d'énergie. À Bucarest, où de nombreuses personnes vivent dans des immeubles résidentiels, la rénovation des logements contribue à réduire les coûts de chauffage et à améliorer la qualité de vie.

Bucarest est le centre de la vie politique, économique et commerciale du pays et la majorité de ses deux millions d'habitants vivent dans des immeubles collectifs. Ces bâtiments pour la plupart construits entre les années 1950 et 1990 n'ont pas été remis à neuf depuis lors. Leur rénovation s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action national pour l'efficacité énergétique qui vise la réalisation d'économies d'énergie et la modernisation des logements dans l'ensemble du pays.

Les économies potentielles sont énormes : elles correspondent à environ 50 % de la consommation d'énergie pour le chauffage. Bucarest à elle seule compte quelque 700 000 appartements, qui nécessitent pour la grande majorité une rénovation thermique.

« Les bâtiments résidentiels représentent plus d'un tiers de la consommation énergétique totale en Roumanie », affirme Andrei Chiliman, maire du premier arrondissement de Bucarest, qui a bénéficié d'un financement de la BEI. « Grâce à ce programme de rénovation, nous pourrons réduire les factures énergétiques de moitié. Il y a donc là un gain substantiel à réaliser ».

43 000 appartements rénovés

Près de 43 000 appartements dans 638 immeubles seront rénovés thermiquement (isolation thermique des murs, des fenêtres, des toits et des caves) grâce à des prêts de la BEI pour environ 195 millions d'EUR aux autorités de deux arrondissements de la ville. Ces travaux permettront de faire baisser les factures énergétiques, mais également de réduire considérablement la pollution atmosphérique.

> « Les bâtiments résidentiels représentent plus d'un tiers de la consommation énergétique totale en Roumanie. Grâce à ce programme de rénovation, nous pourrons réduire les factures énergétiques de moitié. »

« L'économie d'énergie réalisée sera d'environ 350 GWh par an une fois que le programme aura été intégralement mis en œuvre », indique Matthias Kollatz-Ahnen, vice-président de la BEI chargé des opérations de prêt dans le pays. « La Roumanie pourra ainsi réduire ses émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de vie des citoyens de Bucarest ».

Des logements de meilleure qualité

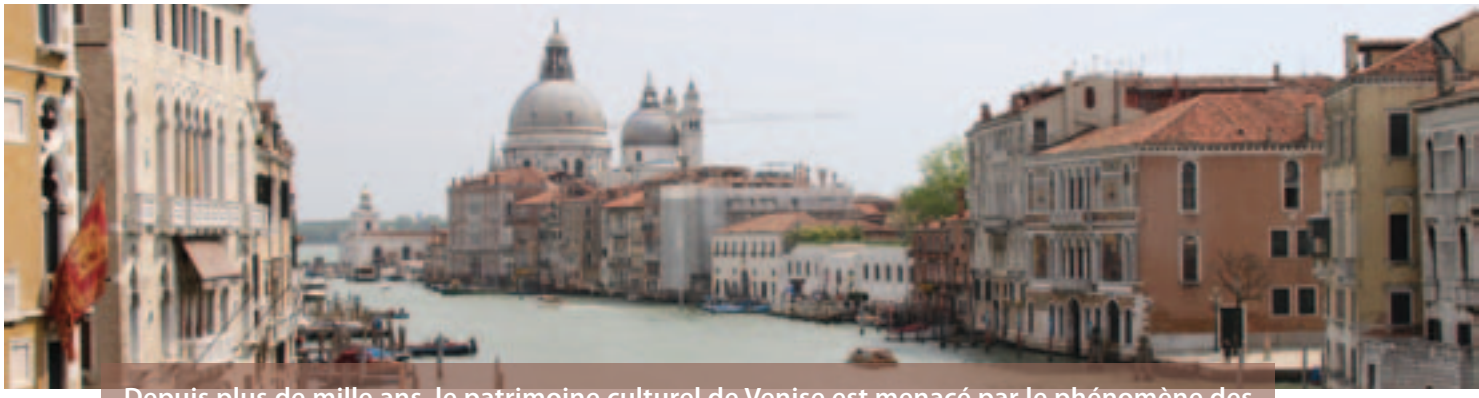
« La plupart des résidents de Bucarest sont propriétaires de leur appartement », souligne Andrei Chiliman. « Sans le programme national, rares sont ceux qui pourraient ou seraient disposés à investir dans les travaux de rénovation. Grâce à la contribution de la BEI, nous pouvons obtenir des gains d'efficacité plus rapidement. »

Rénover un appartement coûte de 6 000 à 8 000 EUR. Le revenu net moyen étant d'environ 4 400 EUR par an, rares sont les résidents qui pourraient se permettre de financer les travaux. Compte tenu des gains substantiels qui seront réalisés sur les économies d'énergie et l'amélioration des conditions de vie, le programme national prévoit un partage des coûts entre les résidents et les autorités nationales et locales. Dans la pratique, puisque les ressources ne sont pas disponibles au niveau national, les coûts de la rénovation sont principalement supportés par les collectivités locales.

Le projet contribuera également à donner une meilleure image aux bâtiments et fera augmenter la valeur du parc de logements du pays.

Améliorer l'efficacité énergétique est le moyen le plus économique de faire baisser les émissions et la demande énergétique. Rien qu'en 2010, la BEI a signé des prêts pour un montant total de 2,3 milliards d'EUR pour le financement de projets relatifs à l'efficacité énergétique. ■

Un dispositif innovant pour **protéger Venise** des inondations



Depuis plus de mille ans, le patrimoine culturel de Venise est menacé par le phénomène des hautes marées (« acqua alta »). Un projet ambitieux de prévention des inondations est mis en œuvre pour sauver la ville des eaux.

Au cours du siècle dernier, le sous-sol sur lequel repose Venise s'est affaissé tandis que le niveau de la mer est monté. Les canaux qui confèrent à la ville son charme unique et attirent des millions de touristes sont ainsi devenus une menace. Le phénomène des hautes marées, connu sous le nom d'acqua alta, vient jusqu'à soixante fois par an mettre en péril le patrimoine et la beauté de la cité. Ses bâtiments sont de plus en plus souvent inondés sous l'effet de la poussée des eaux de la côte adriatique.

MOÏSE vient sauver Venise des eaux

Le projet MOÏSE (ou MOSE, pour MOdulo Sperimentale Elettromeccanico, en italien), dont le coût s'élève à plusieurs milliards d'euros, prévoit la construction d'un système innovant de barrières anti-inondations qui isoleront la lagune de la mer en cas de montée exceptionnellement forte des eaux. Des vannes mobiles sont en cours de réalisation aux trois passes (Lido, Malamocco et Chioggia) qui relient la lagune de Venise au grand large.

« Nous sommes plus que satisfaits du programme Moïse, qui est également très bien considéré par nos ingénieurs », indique Dario Scannapieco, vice-président de la BEI chargé des opérations en Italie.

Dans des conditions normales, les 78 vannes présentant une structure en acier de 20 mètres de large chacune reposeront sur le fond de la lagune. En cas de prévision d'une marée supérieure à 1,10 mètre, de l'air comprimé sera injecté dans ces vannes qui se videront ainsi de leur eau et se soulèveront pour former une digue continue une trentaine de minutes plus tard. Dépassant de la surface de l'eau d'environ cinq mètres, elles feront barrage contre les hautes marées en isolant la lagune des eaux du large.

Ce système complexe de digues et de vannes mobiles est conçu pour protéger la ville contre les inondations extrêmes, les hautes marées, les tempêtes et d'autres effets à long terme des changements climatiques comme la montée du niveau des mers, tout en réduisant au minimum les incidences négatives que de tels ouvrages pourraient avoir sur l'écosystème de la lagune. Les vannes mobiles se fermeront en moyenne trois à cinq fois par an, une fréquence qui sera amenée à augmenter à l'avenir puisque l'on attend une montée du niveau des mers.

Ce système complexe de digues et de vannes mobiles est conçu pour protéger la ville contre les inondations extrêmes, les hautes marées, les tempêtes et d'autres effets à long terme des changements climatiques.

Un système basé sur une technologie de pointe

« L'apport de 1,5 milliard d'EUR par la BEI, décidé en 2009, représente le prêt le plus important jamais approuvé par la Banque pour un projet unique », explique Dario Scannapieco. « Avec la première tranche de 480 millions d'EUR signée cette année, la Banque a confirmé son engagement ». La BEI travaille en étroite collaboration avec l'État italien et Consorzio Venezia Nuova, la structure ad hoc créée pour mettre en œuvre le projet qui s'inscrit dans le cadre du programme général d'interventions pour la sauvegarde de Venise et de sa lagune, lancé par le ministère italien des infrastructures en 1987.

Le projet a suscité une certaine controverse, en raison notamment de son ampleur et du coût élevé de la construction, estimé à près de 5 milliards d'EUR. À ce jour, 65 % des travaux à réaliser dans le cadre de ce projet (dont la livraison est prévue pour 2014) sont achevés. ■

Les PME néerlandaises passent au vert

Depuis 2009, la collaboration entre la Banque européenne d'investissement et la banque ING aux Pays-Bas a permis de fournir 500 millions d'EUR à des conditions intéressantes aux petites et moyennes entreprises. Deux exemples illustrent le rôle bénéfique de ces financements.

« Nous apportons notre contribution à la croissance durable tout en réalisant des économies », explique M. Staal.

Achou Zhang, une jeune chef d'entreprise, a utilisé son prêt de 1,8 million d'EUR pour investir dans le premier hôtel de conception écologique à La Haye, le Court Garden. Entièrement isolé et alimenté à l'énergie verte, cet hôtel de 70 chambres sert à sa clientèle des petits-déjeuners biologiques. Inauguré il y a peu, l'hôtel a, depuis, réalisé de spectaculaires économies d'énergie (atteignant 18 000 EUR en chiffre annuel), ce qui lui a valu un certificat vert décerné par le ministère de l'environnement ainsi qu'un label énergétique A+. « L'accès au financement de la BEI m'a permis d'économiser 10 000 EUR d'intérêts par an, un montant plus que substantiel lorsqu'on gère un tout nouvel hôtel », souligne M^me^ Zhang.

Des hôtels écologiques aux transports verts

Le groupe Oostenrijk (SLS Travel Solutions), une société de transports et agence de voyages située près d'Amsterdam, n'en est plus à ses débuts, Cette entreprise familiale née en 1922 est aujourd'hui gérée par un membre de la quatrième génération, Rogier Staal. Elle emploie cent personnes, possède un parc de 70 autocars et génère un chiffre d'affaires annuel de 20 millions d'EUR. Mais le groupe Oostenrijk utilise également les 4 millions d'EUR qui lui ont été prêtés pour mettre en œuvre des investissements respectueux de l'environnement. À l'issue d'un appel à la concurrence internationale, il a choisi de consacrer les fonds provenant de la BEI à l'achat de 50 autocars DaimlerBenz économes en énergie et à leur exploitation sur une période de cinq ans. Les économies d'énergie qu'il va ainsi réaliser totaliseront 100 000 EUR. « Nous apportons notre contribution à la croissance durable tout en réalisant des économies », se réjouit M. Staal.

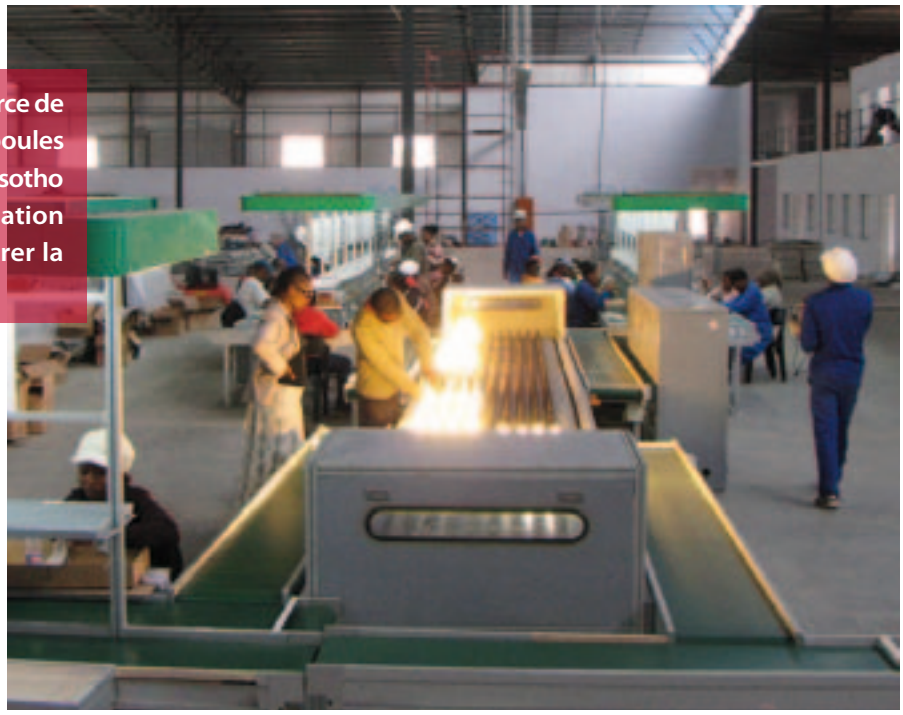
La mobilité, façon Court Garden

Un esprit d'entreprise positif dans cette conjoncture économique difficile

Ruud van Dusschoten, directeur général des services bancaires aux entreprises chez ING, se félicite de cet esprit d'entreprise positif en dépit de la conjoncture économique difficile. Les PME constituent l'ossature et le moteur de l'économie, mais pour toute banque, le défi consiste à sélectionner les bons entrepreneurs dotés de plans d'investissement prometteurs. Quant à la BEI, elle a besoin de partenaires tels qu'ING pour soutenir les petites et moyennes entreprises aux Pays-Bas, ainsi que dans le reste de l'Union européenne et ailleurs dans le monde. ■

Lesotho : l'horizon s'éclaircit grâce aux ampoules intelligentes

Alors que l'énergie devient une ressource de plus en plus rare et précieuse, les ampoules à économie d'énergie fabriquées au Lesotho contribuent à promouvoir une utilisation intelligente de l'énergie et à améliorer la situation de la population locale.



« Près de 10 % de notre personnel (500 salariés) sont des personnes en situation de handicap. Nous offrons à des personnes qui ont un handicap physique la possibilité de se construire une carrière et un avenir. »

Dans le cadre des efforts engagés pour la réalisation de ses objectifs climatiques, l'Union européenne a décidé d'éliminer progressivement les ampoules à incandescence et d'autres dispositifs d'éclairage à forte consommation d'énergie au profit de systèmes à plus haut rendement énergétique. Mais, pour les pays d'Afrique australe, c'est la nécessité qui pousse à une meilleure utilisation des ressources. À l'image de ses voisins, le Lesotho, un petit pays enclavé, subit de fréquentes coupures d'électricité.

« Cette partie du monde est aux prises avec une crise de l'énergie. Les ampoules d'éclairage sont un moyen d'économiser beaucoup d'énergie », explique Nitin Agrawal, directeur général de l'usine de fabrication d'ampoules de Philips au Lesotho. À l'aide d'un prêt BEI de 5 millions d'USD, le géant néerlandais a construit une usine de fabrication de lampes fluorescentes compactes à économie d'énergie destinées au marché régional. Le Lesotho, dont la population compte près de deux millions d'habitants, est une économie ouverte qui entretient des liens commerciaux étroits avec l'Afrique du Sud et offre un point d'accès vers les pays voisins. L'usine de Maseru contribue à diversifier l'économie nationale.

Économies d'énergie et création d'emplois

« Nous sommes pleinement opérationnels depuis 2010 et employons actuellement plus de 500 personnes issues de la population locale », indique Nitin Agrawal. « Au Lesotho, où 40 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, notre usine a un impact considérable sur les moyens de subsistance des ménages. Les gens veulent vraiment travailler pour Philips, non seulement parce que l'entreprise est une multinationale, mais aussi pour les emplois et l'environnement de travail qu'elle offre. La société génère par ailleurs une forte activité de développement, les gens construisent leur propre maison et de petites entreprises s'installent dans les environs de l'usine ».

« Près de 10 % de notre personnel sont des personnes en situation de handicap », ajoute Nitin Agrawal. « Dans notre recrutement, seule la personnalité compte si le candidat est en mesure de faire le travail. Nous offrons ainsi à des personnes qui ont un handicap physique la possibilité de se construire une carrière et un avenir ».

Un dispensaire situé sur place fournit gratuitement aux employés de l'usine les soins de santé dont ils ont besoin. Grâce à une bonification d'intérêts de la BEI, les employés et leurs familles bénéficient d'avancées sociales, dont un dispensaire et, à partir de l'année prochaine, un programme de bourses d'études secondaires pour les enfants du personnel.

Les ampoules fabriquées à Maseru consomment environ 80 % d'énergie en moins que les ampoules à incandescence, ce qui équivaut à une économie de 34 kg de CO_2 par ampoule et par an. L'élimination adéquate des déchets dangereux et des ampoules usagées sera à terme assurée par une usine de recyclage actuellement à l'étude. ■

Les activités bancaires en Méditerranée

Le printemps arabe a ouvert la porte à des changements démocratiques et économiques dans la région, mais il a lancé aussi d'importants défis pour l'avenir. Une étude réalisée par le département Affaires économiques de la BEI tente de les décrire et d'expliquer comment le secteur bancaire peut y répondre au mieux. Elle examine de manière approfondie les indicateurs socio-économiques de base de neuf pays partenaires méditerranéens, ainsi que le rôle que peut jouer le secteur financier pour renforcer la croissance par la création d'emplois, la mobilisation des ressources nationales et la stabilité financière. L'amélioration de l'accès aux ressources financières reste une priorité de la politique menée dans la région.

Ça bouge @ la BEI

Nicholas Jennett

a été nommé à la tête du département Nouveaux produits et transactions spéciales de la direction de la BEI chargée des opérations dans l'Union européenne et dans les pays candidats. Auparavant, il dirigeait le Centre européen d'expertise en matière de PPP (CEEP) de cette même direction.

Stuart Rowlands

a été nommé à la tête du département Risques financiers de la direction Gestion des risques. Avant d'assumer ces fonctions, il dirigeait la division Entreprises, secteur public, infrastructures de cette même direction.

Simon Barnes

a été nommé directeur du département Soutien aux opérations de la direction de la BEI chargée des opérations dans l'Union européenne et dans les pays candidats. Auparavant, il était coordinateur opérationnel principal au sein du même département.

Calendrier

- **du 28 novembre au 9 décembre 2011 :** Conférence des Nations unies sur le changement climatique, Durban, Afrique du Sud
- **5 décembre 2011 :** table ronde avec des organisations de la société civile sur la mesure des résultats, Bruxelles, Belgique
- **5 et 6 décembre 2011 :** Convention de l'innovation, Bruxelles, Belgique
- **15 et 16 décembre 2011 :** Journées européennes du développement, Varsovie, Pologne
- **7 décembre 2011 :** réunion du comité directeur du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux, BEI, Luxembourg

Détails sur www.bei.org/events

Publications

- Les activités bancaires en Méditerranée : défis et possibilités
- Aménager des villes durables (brochure)
- Soutenir l'électromobilité en Europe (fiche d'information)
- Soutien aux PME dans les pays en développement (rapport Dalberg)
- Qu'est-ce que la BEI ? (brochure)

Détails sur www.bei.org/publications

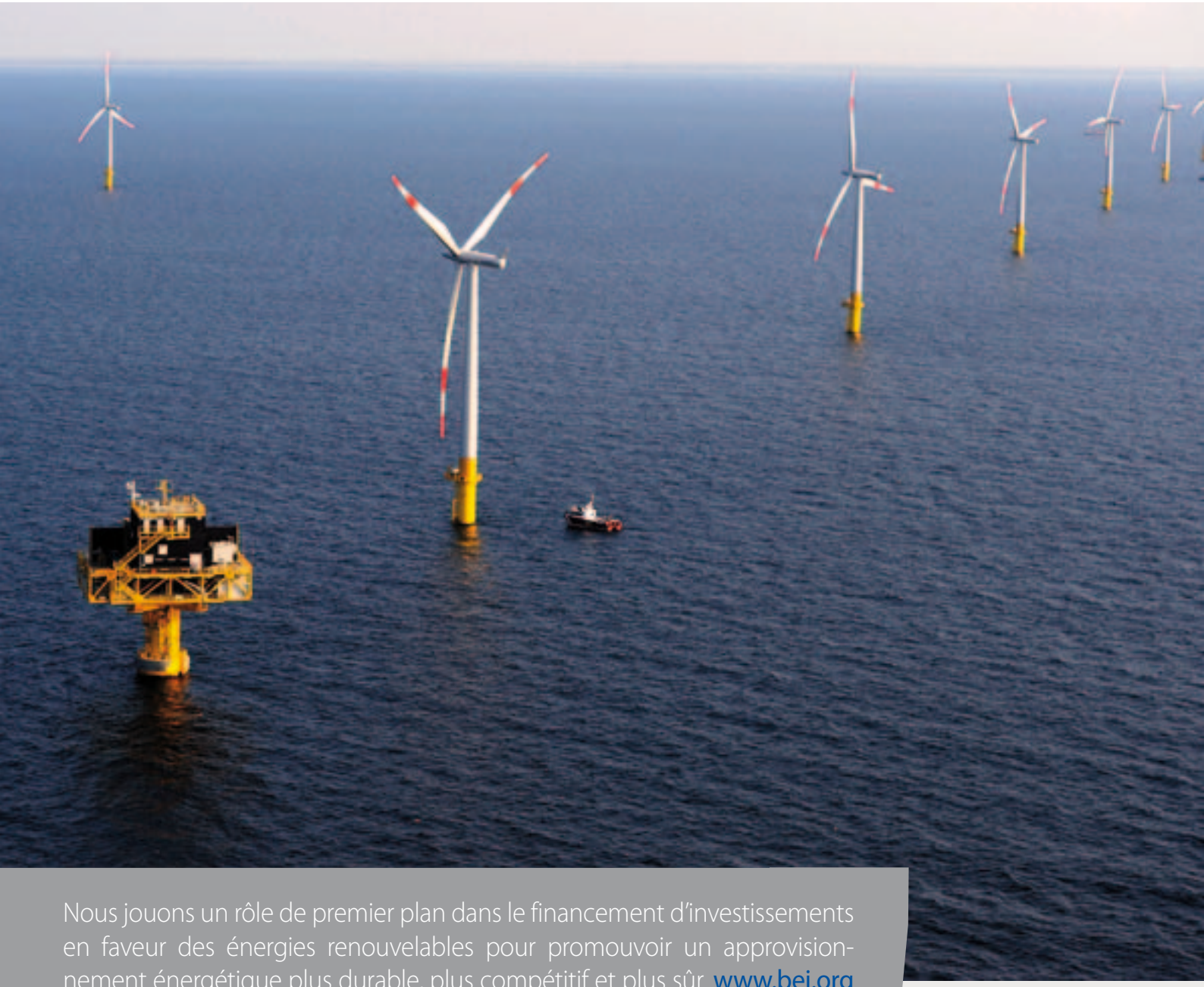
Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
(+352) 43 79 1
(+352) 43 77 04

QH-AA-11-144-FR-C
© BEI - 12/2011 - FR

On trouvera sur le site Web de la Banque la liste mise à jour des bureaux existants et des bureaux ouverts après la date de la présente publication, ainsi que leurs coordonnées.

La finance à l'appui de l'**action pour le climat.**



Nous jouons un rôle de premier plan dans le financement d'investissements en faveur des énergies renouvelables pour promouvoir un approvisionnement énergétique plus durable, plus compétitif et plus sûr. www.bei.org

La banque de l'UE

Banque européenne d'investissement